



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

16 décembre 2015

L'adoption sans amendement du projet de Loi de Finances Initiale 2016 figure à la Une des quotidiens. Après plusieurs débats houleux durant lesquels un boycott du texte a même été envisagé, l'opinion publique a été surprise du changement de ton des députés. Toujours sur le plan politique, la signature de deux ordres de mise à disposition au nom de la CENIT par Béatrice Atallah, ministre des Affaires étrangères et ancienne Présidente de la Commission, révélée par les journaux d'opinion, suscite la polémique.

PROCESSUS ELECTORAL

LA LISTE DES GRANDS ELECTEURS NE SERA BOUCLEE QUE VENDREDI

La clôture définitive de la liste électorale pour les sénatoriales du 29 décembre vient d'être reportée à vendredi. Initialement, la Commission Electorale Nationale Indépendante avait fixé la date limite pour le 15 décembre afin d'intégrer les rajouts éventuels. Pour justifier cette décision, Hery Rakotomanana, Président de la CENI, soutient que des décisions du Tribunal administratif, relatives aux élections partielles du 13 novembre dernier, sont encore attendues pour quatre provinces. Il a néanmoins assuré que la liste définitive sera disponible au niveau des Commissions Electorales des Districts avant le 19 décembre. (L'Express de Madagascar, p.5, Midi Madagasikara, p.3 ; Les Nouvelles, p.3 ; Madagascar-Matin, p.2)

Politique interne

LA LOI DE FINANCES INITIALE 2016 ADOPTEE SANS AMENDEMENTS

Après les débats houleux des derniers jours sur le budget 2016, l'opinion publique s'attendait à une nouvelle journée de tension, hier lors de la session plénière, voire à un rejet du projet de Loi de Finances Initiale 2016. Grande fut la surprise quand 95 parlementaires sur 97 présents ont voté pour l'adoption du texte, après moins de deux heures de questions-réponses. Même les députés MAPAR n'ont pas posé leur veto. Seul Jaona Ratafiarivony, du Sambo Fiaran'i Noé a voté contre tandis qu'un autre est resté neutre. Pour rappel, cette LFI 2016 prévoit un taux de croissance de 4,5 %. La batterie de mesures en vue de renforcer la recette douanière et fiscale fait partie des points saillants du projet. Le droit d'accise qui va frapper les appels téléphoniques va être l'arme principale de la fiscalité qui annonce déjà un renforcement des contrôles. Par ailleurs, le texte adopté a pris en compte l'une des principales requêtes des députés car ils seront finalement les gestionnaires des 200 millions d'Ariary de subventions destinées à chaque district. (L'Express de Madagascar, p.3 ; Midi Madagasikara, p.2 ; Madagascar-Laza, p.2 ; Les Nouvelles, p.3 ; Tia Tanindrazana, p.3)

- Gervais Rakotoarimanana, ministre des Finances et du Budget, a remercié les parlementaires d'avoir privilégié l'intérêt de la population. Il a ainsi promis d'étudier toutes leurs revendications. A propos justement de la requête des députés sur la révision à la hausse des fonds alloués aux districts, il a réitéré que les moyens actuels ne le permettent pas mais que d'autres mesures en faveur de la décentralisation seront ultérieurement prises. (L'Express de Madagascar, p.3)
- « Cette situation est honteuse et inacceptable. Pourquoi y a-t-il des groupes de députés qui se réunissent en secret ? » s'est insurgé Guy Rivo Randrinarisoa du TIM, durant sa prise de parole. L' élu a ouvertement dénoncé l'existence de députés corrompus. Il a même pointé du doigt l'existence d'élus proches du pouvoir qui sont adeptes de cette pratique. « Cette

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



institution ne devrait plus accepter ce genre de pratique » a-t-il scandé. (L'Express de Madagascar, p.3)

- « *Nous allons boire la même coupe même si nous savons qu'elle est amère* » avait annoncé Christine Razanamahasoa du MAPAR. La parlementaire d'Ambatofinandrahana a déclaré que l'intérêt de la population constituait son principal objectif, ce qui lui a valu une salve d'applaudissements. (L'Express de Madagascar, p.3)
- « *Nous avons le devoir de faire voter le projet de Loi de Finances même si nous avons des critiques et éventuellement des amendements. Nous avons également le droit de nous constituer en organe de contrôle* » a soutenu Kathy, députée élue à Mananjary sur les ondes de la Radio Nationale de Madagascar (RNM). (Les Nouvelles, p.4)
- « *Je remercie mes collègues pour leur volonté* » a annoncé Nicolas Randrianasolo, député de Betroka. Le parlementaire a soutenu qu'il fallait mettre en sourdine les vellétés politiques pour le bien de la population. (Les Nouvelles, p.4)
- *Pour Madagascar Matin et La Vérité, ce « revirement inattendu » des députés, s'explique par « la circulation d'enveloppes bien remplies de billets au palais ». Les deux quotidiens regrettent qu'une fois de plus, l'Exécutif ait pu s'imposer face aux parlementaires. Le premier quotidien ne manque d'ailleurs pas de noter le taux flagrant d'absentéisme durant la séance plénière. 53 députés n'ont effectivement pas participé au vote. (p.3 et p.2)*
- « *Le changement de ton des députés est trop flagrant* » note **La Gazette de la Grande île**. Le quotidien regrette qu'au lieu de jouer son rôle de contre-pouvoir, « Tsimbazaza a démontré son habilité au chantage ». (p.3)

RRI : DEUXIEME BILAN PRESENTE DEMAIN A IAVOLOHA

La deuxième phase du Rapid Result Initiatives (RRI) du Gouvernement Ravelonarivo touche à sa fin. Demain, les membres du Gouvernement présenteront leur bilan devant le Président de la République et les représentants des Partenaires Techniques et Financiers, à Iavoloha. Pour rappel, les premiers 100 jours de RRI étaient un « succès » avec en moyenne 94% de taux de réalisation par rapport aux objectifs fixés. A la différence du bilan de la première série de 100 jours, ce ne sera plus au Gouvernement de s'attribuer une note, cette fois-ci. Le Chef de l'Etat, en personne, notera individuellement chaque ministre qui sera jugé sur sa performance. (Midi Madagasikara, p.3 ; Madagascar-Laza p.3)

BEATRICE ATALLAH, AU CENTRE D'UN SCANDALE FINANCIER

La CENIT a décaissé 198 millions d'Ariary auprès d'une banque de la capitale le 27 novembre et 178 millions d'Ariary, le 3 décembre. Selon certains mails parvenus à la presse, Béatrice Atallah, actuelle ministre des Affaires étrangères mais néanmoins ancienne Présidente de la CENIT et Mamy Ralaiariliva, son successeur au poste, se trouvent être les signataires des deux ordres de mise à disposition. Face à la situation, les journaux d'opinion s'interrogent sur l'indépendance réelle de la CENIT et de la CENI. Selon Madagascar Matin et La Gazette de la Grande île, ces documents sont les preuves irréfutables que les deux commissions électorales sont pieds et poings liés au pouvoir en place. (p.2 et p.4). L'Observateur se demande « de quoi se mêle encore Béatrice Atallah ? ». Le quotidien attend ainsi des explications de la part de la Chef de la diplomatie. (p.3) La Vérité soutient que ces décaissements sont destinés à payer la rémunération de Béatrice Atallah, en tant qu'ancienne Présidente de la CENIT. « On comprend mieux pourquoi les communales ont été des modèles du genre en matière de fraudes et de manipulation » souligne le journal. (p.3).

Economie et société

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



OPEN SKY: TURKISH AIRLINES DEBARQUE!

La liaison aérienne directe entre Antananarivo et Istanbul, capitale économique de la Turquie, est effective. Le premier vol inaugural de la Turkish Airlines a atterri à l'aéroport d'Ivato, hier à 15 heures. Keren Sarp, Vice-président en charge des ventes de la compagnie turque, a annoncé qu'un tarif promotionnel de 600Euros sera appliqué pour la destination durant le lancement tandis que trois vols hebdomadaires sont programmés. Cette fréquence sera ensuite augmentée à quatre à partir du mois de mars. Un partage de code devra être mis en place entre Turkish Airlines et Air Madagascar. La compagnie malgache pourra donc vendre des sièges sur l'appareil turc. (L'Express de Madagascar, p.5 ; Midi Madagasikara, p.5 ; Madagascar-Laza, p.4 ; La Vérité, p.3)

- « Il appartient à la Grande île de tirer profit de l'arrivée des grandes compagnies au pays. Turkish Airlines, par exemple, va transporter des clients pour Air Madagascar pour le réseau domestique » a tenu à rassurer Ulrich Andriantiana, ministre des Transports et du Tourisme lorsque les journalistes ont abordé la question sur la concurrence. (L'Express de Madagascar, p.5)
- **Madagascar Matin** a consacré une page entière à « la bonne nouvelle ». En effet, le quotidien est convaincu que « ce géant de l'industrie du transport aérien » apportera un nouveau souffle à la compagnie nationale. Dans ce dossier, le journal a entre autres mis en avant le prestige de Turkish Airlines. Il informe en effet ses lecteurs que la compagnie a été durant trois années consécutives le transporteur officiel de certains clubs de football européens de renom. (p.4)
- « L'arrivée de Turkish Airlines ne peut que réduire les parts de marché d'Air Madagascar et hâter sa fin » s'inquiète **La Gazette de la Grande île**. Le quotidien estime que l'Exécutif aurait dû être plus sensible au sort de la compagnie nationale qui fait actuellement face à de graves difficultés. (p.3)
- **Tia Tanindrazana** craint que Madagascar ne devienne d'ici peu la destination des réfugiés syriens, suite à l'ouverture d'une ligne directe entre Antananarivo et Istanbul. Le quotidien rappelle que la Turquie accueille actuellement des millions de réfugiés de guerre et qu'elle cherche à les déplacer par tous les moyens. (p.2)

INVESTISSEMENT MINIER, QMM SAUVÉ DE LA DISSOLUTION

Les pertes de QMM SA s'élevaient, en 2012, à 78 millions de dollars alors que le capital social était à un peu plus de 40 millions de dollars. La loi sur les sociétés stipule pourtant que « si, du fait des pertes constatées dans les états financiers de synthèse, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le gérant ou, le cas échéant, le commissaire aux comptes, doit (...) consulter les associés sur l'opportunité de prononcer la dissolution anticipée de la société ». Afin d'éviter cette ultime option, le Gouvernement a décidé de recapitaliser la société à hauteur de 44 millions de dollars. Le projet de décret relatif a été adopté en Conseil du gouvernement, hier. Dans son communiqué, l'Exécutif a précisé que cette décision n'aura pas d'impact sur le budget de l'Etat. « L'avance octroyée par Rio Tinto (maison-mère de QMM SA) sera remboursée par les dividendes » prévient le Gouvernement qui assure, par ailleurs, que « le procédé permet de maintenir le ratio de participation de l'Etat malgache dans le capital social de QMM à hauteur de 20 % ». (L'Express de Madagascar, p. 7 ; Midi Madagasikara, p.5 ; Madagascar-Laza, p.4)

RETOUR DES COUPURES INTEMPESTIVES D'ELECTRICITE

La capitale a de nouveau été sujette à des coupures intempestives d'électricité, ou « délestage », hier et avant-hier. La coupure a duré plus d'une demi-journée dans presque tout Antananarivo. Selon les explications fournies par le Directeur de la Communication de la compagnie JIRAMA, Feno Randrianarison, ce « délestage » est dû au retard de livraison du gasoil. Le carburant nécessaire pour faire tourner les groupes électrogènes du réseau interconnecté de la ville, notamment ceux de la

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



centrale d'Antanandrano, n'est pas arrivé à temps. (L'Express de Madagascar, p.7 ; Midi Madagasikara, p.4 ; Madagascar-Laza, p.6 ; La Vérité, p.2)

- L'Express de Madagascar a rapporté la grogne des usagers. Selon les témoignages recueillis, certains quartiers comme Betongolo, auraient subis jusqu'à huit heures de « délestage » (p.7)
- Midi Madagasikara interpelle les autorités sur les pertes économiques causées par cette longue coupure d'électricité. Dans les colonnes du quotidien, les industriels du plastique se plaignent du gaspillage d'énergie et de force de travail. (p.4)
- Pessimiste, Madagascar Matin annonce que la population de la capitale va devoir faire face à des coupures fréquentes. Le quotidien doute en effet que l'Etat puisse ravitailler convenablement les groupes électrogènes avec les caisses vides. (p.3)

TRAFIC DE BOIS DE ROSE. ENCORE UNE LIBERATION DE SUSPECT

Un suspect impliqué dans l'exportation illicite de rondins de bois de rose, poursuivi depuis plus d'un mois par le Bureau Indépendant Anti-Corruption, a bénéficié d'une liberté provisoire, hier après-midi, accordée par la Chaîne pénale anti-corruption. « Ce suspect n'est pas un baron du trafic de bois de rose. Néanmoins, il serait l'une des pièces maîtresses durant la négociation de vente illicite de rondins à l'étranger. Son arrestation devrait donc permettre de connaître et d'arrêter les principaux cerveaux de ce trafic » a précisé une source au sein de l'Alliance Voahary Gasy. Toujours selon ses propos, ce suspect aurait le même grade que Bekasy Johonfrince, déjà présenté devant la Chaîne pénale au mois de septembre. Face à la tournure des événements, l'AVG a prévenu qu'elle suit de très près cette affaire. « Nous demandons des éclaircissements sur la suite de l'affaire Bekasy Johonfrince qui selon les informations reçues, est actuellement à l'étranger alors qu'il devrait répondre de ses actes. Le suspect arrêté, hier, bénéficierait-il encore des mêmes avantages que ce précédent cas ? » interpelle l'OSC. (L'Express de Madagascar, p.10 ; Midi Madagasikara, p.16)

ADMINISTRATION PUBLIQUE. DECOUVERTE DE FRAUDES A LA PENSION

Ihanta Sahondra Razafintsalama, Directeur général de la Gestion financière du personnel de l'Etat, a présenté, hier à Antaninarenina, les premiers résultats des nouvelles mesures devant optimiser la gestion de la caisse retraite. En un mois, 3 300 cartes de pension invalides ont été recensées. Actuellement ce chiffre atteint les 4 320. La plupart des titulaires de ces cartes sont déjà décédés. Selon les explications de ce haut responsable, cette première étape du recensement des retraités grâce au renouvellement de carte de pensionnées permet à l'Etat d'économiser 8,4 milliards d'Ariary par an. D'autres abus ont également été relevés lors de la distribution des nouvelles cartes. « L'âge maximum pour bénéficier des avantages laissés par un retraité décédé est de 21 ans. Certains enfants de retraités, âgés de plus de 30 ans continuent pourtant d'en bénéficier » dénonce le Directeur général. Pour l'heure, l'Etat ne prévoit aucune sanction mais s'attèle encore à un travail d'assainissement. (L'Express de Madagascar, p.11 ; Midi Madagasikara, p.5 ; Madagascar-Laza, p.4 ; Les Nouvelles, p.22 ; La Gazette de la Grande île, p.4 ; Tia Tanindrazana, p.4)

Communauté internationale

PROMOTION ET DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME. SIX CONTRATS DE SUBVENTION A DES ONG ET ASSOCIATIONS

L'Union européenne maintient son engagement en matière de promotion et de défense des Droits de l'Homme à Madagascar. Dans le cadre de la récente célébration de la journée des Droits de l'Homme, près de 1,2 millions d'Euros ont été alloués aux projets visant à améliorer les conditions de vie des personnes handicapées, des détenus dans les établissements pénitenciers et à promouvoir le droit des enfants en situation de vulnérabilité. Des ONG et associations œuvrant pour la promotion de

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



la défense des Droits de l'Homme et de la Démocratie ont bénéficié de six contrats de subventions. « Les projets ont été sélectionnés suite à la publication d'un appel à proposition publié au début de cette année et les activités seront mises en œuvre sur une période de deux à trois ans » a spécifié Antonio Benedito-Sanchez, Ambassadeur de l'Union européenne à Madagascar. (**Madagascar Matin, p.9**)

Style et déontologie

Midi Madagasikara et **Madagascar-Laza** ont relayé les rumeurs sur l'existence d'un éventuel projet de déstabilisation contre le régime. Les deux quotidiens ont colporté les bruits selon lesquels un « opérateur économique de renom et ancien baron de la Transition aurait débloqué 2,5 milliards d'Ariary pour financer des projets de troubles dans la capitale et les autres grandes villes du pays » sans citer des sources crédibles. Pour, rappel, **Midi Madagasikara**, a déjà évoqué l'irruption d'une forte équipe des Forces de l'ordre dans l'enceinte de la station Radio et Télévision Viva à Ambodivona après qu'elles aient été informées de la tenue d'une réunion entre les proches du Président de la Transition, d'Officiers supérieurs et de « gros-bras » au siège du MAPAR dans sa publication du 15 décembre. **Madagascar-Laza** ajoute que « deux parlementaires sont également dans le collimateur des Forces de l'ordre ». Le quotidien avance que l'ancien baron de la Transition, en question, voulait « rééditer le lundi noir » de janvier 2009 à l'occasion de l'incendie du centre commercial « Golden Center » à Behoririka. (p.2 et p.3)

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar, p.3

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :
Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu
Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

